



CANADIAN ENVIRONMENTAL LAW ASSOCIATION
L'ASSOCIATION CANADIENNE DU DROIT DE L'ENVIRONNEMENT



Conservation Council
of New Brunswick
Conseil de la conservation
du Nouveau-Brunswick

Embargo jusqu'au 19 janvier 2006

Les lois sur la santé, la sécurité et l'environnement sont en péril à cause de la « réglementation intelligente »

Ottawa – Les Canadiens vont faire face à de plus grandes menaces en matière de santé et de sécurité suite à la mise en application du programme de la « réglementation intelligente » du gouvernement fédéral ; c'est l'avertissement lancé par les groupes de défense de l'environnement et de la santé dans un mémoire présenté au Bureau du Conseil privé (BCP).

« Depuis des années, le gouvernement fédéral a dérivé vers une plus grande promotion des intérêts économiques des industries réglementées, en mettant de moins en moins l'accent sur la protection de la santé et de la sécurité publique, » déclarait Hugh Benevides, associé en recherche auprès de l'Association canadienne du droit de l'environnement et auteur du rapport. « Le gouvernement doit être ferme dans son engagement vis à vis des réglementations préventives et protectrices. Les Canadiens sont d'accords avec cette priorité, mais le gouvernement fédéral manque à cet engagement. »

Plus de 75 groupes d'intérêt et d'individus, représentant des milliers de Canadiens, ont signé un document demandant que la politique réglementaire du gouvernement du Canada (les règlements que les ministères du gouvernement doivent respecter en créant des réglementations) ajuste le tir vers la protection du public.

Plus précisément, les groupes commentent sur **une proposition de Directive gouvernementale sur la réglementation (DGR)**, une nouvelle politique réglementaire qui **évite de rendre la protection de l'environnement et de la santé des Canadiens la plus grande priorité** de la réglementation. La DGR entrerait en vigueur plus tard en 2006. La DGR n'est seulement qu'une partie du programme de « réglementation intelligente » du gouvernement, mais elle en sera le plus important document lorsque les fonctionnaires vont s'asseoir pour rédiger les réglementations – ou décident d'utiliser des mesures non réglementaires. La DGR est l'aspect central du programme de « réglementation intelligente » du gouvernement. Elle va imposer des exigences sur les fonctionnaires du gouvernement d'éliminer des soi-disants « irritants commerciaux » avec les États-Unis. Elle va également imposer un examen de justification économique qui va affaiblir les enjeux de santé et de l'environnement.

Des consultations publiques à travers le pays sur la DGR proposée eurent lieu dans huit villes en novembre 2005. Le Bureau du Conseil privé tenait sa rencontre finale avec un « groupe de référence » d'intérêts privés et publics hier à Ottawa. En dépit des objections fortes et cohérentes à la direction du programme de « réglementation intelligente », la « réglementation intelligente » continue à mettre l'accent sur la croissance économique et la compétitivité, au détriment de la protection du public.

Le groupe propose que le BCP présente un nouveau modèle de réglementation – un qui met nettement l'accent sur la protection du bien commun et sur la précaution durant le processus réglementaire. Un « Cadre de précaution pour les réglementations gouvernementales » proposé par les groupes

encouragerait la promulgation de réglementations exécutoires qui sont efficaces pour aborder les menaces aux biens communs (biens publics) que sont la santé publique, la sécurité et l'environnement.

Une approche préventive utilise des pouvoirs réglementaires – pas des mesures volontaires – cohérents avec les mandats statutaires du gouvernement. « Les réglementations sont la réponse la plus efficace aux produits dangereux, aux nouveaux produits chimiques et pharmaceutiques, aux changements climatiques et autres menaces, » ajoutait Benevides.

« La priorité du système réglementaire est de protéger le bien public, non pas de protéger les intérêts de la communauté réglementée. C'est là la leçon tirée du rapport du juge Krever sur la réserve de sang et du rapport de l'Enquête sur Walkerton, » ajoute-t-il. « Dans une démocratie, la réglementation est également une partie essentielle d'assurer la responsabilité et l'imputabilité. Donc, une politique réglementaire ne devrait pas placer d'obstacles dans la manière de faire des réglementations. »

« Notre fonction publique semble avoir été capturée par la logique du marché au lieu de faire avancer le bien commun, » expliquait David Coon, Directeur des politiques pour le Conseil de la conservation du Nouveau-Brunswick.

Voici certaines des principales recommandations du groupe :

1. Les changements importants à la politique réglementaire devrait être annoncés publiquement et présentés comme un Livre blanc à être débattu complètement, à la fois publiquement et dans la Chambres des communes. Avant d'être adoptés. Les comités parlementaires responsables de surveiller les activités réglementaires des ministères réglementants doivent être impliqués dans le développement de toute nouvelle politique réglementaire avant qu'elle soit finalisée et envoyée au Cabinet pour approbation.
2. Le Bureau du Conseil privé devrait présenter un « Cadre de précaution pour les réglementations gouvernementales » qui met nettement l'accent sur la protection du bien commun et sur la précaution durant le processus réglementaire. Cela veut dire utiliser des pouvoirs réglementaires – ainsi que d'autres instruments qui sont cohérents avec les mandats statutaires du gouvernement – pour s'occuper des produits dangereux, des nouveaux produits chimiques et pharmaceutiques, des changements climatiques et des autres menaces.
3. Un Cadre de précaution pour les réglementations gouvernementales devrait encourager la promulgation de réglementations exécutoires (ainsi que des mesures complémentaires) appropriées pour s'occuper des menaces aux biens publics.

- 30 -

Contact :

Association canadienne du droit de
l'environnement
Hugh Benevides (416-462-0650)
Paul Muldoon (416-980-2284, poste 219)

Conseil de la conservation du
Nouveau-Brunswick
David Coon (506-461-1023(cell);
Bureau : 506-458-8747)

Hugh Benevides et David Coon sont membres du Groupe de référence sur la réglementation : voir www.regulation.gc.ca/default.asp?language=E&Page=smartregint&doc=RefGroup_e.htm.

Draft Government Directive on Regulating (“consultation document”): www.regulation.gc.ca/default.asp?Language=E&Page=smartregint&doc=GDR2complete_e.htm

Protection and Precaution: Canadian Priorities for Federal Regulatory Policy www.cen-rce.org/eng/action_alerts/050120061.html

CELA page on “Public Good Regulation: is Smarter than "Smart Regulation www.cela.ca/coreprograms/detail.shtml?x=2017

Appuyé par les personnes et organisations suivantes:

Les organisations

Alberta League for Environmentally Responsible Tourism
 Atlantic Salmon Federation
 Bedford Mining Alert, Ontario
 Beyond Factory Farming Coalition
 Breast Cancer Action Montreal
 Bruce Peninsula Environment Group
 Campaign for Pesticide Reduction – New Brunswick
 Canadian Association of Physicians for the Environment
 Canadian Coalition for Health & Environment
 Canadian Environmental Law Association
 Canadian Health Coalition
 Canadian Institute for Environmental Law and Policy
 Citizens Environment Alliance of Southwestern Ontario
 Canadian Unitarians for Social Justice
 Citizens For Renewable Energy, Ontario
 Citizens for the Environment and Future in Eastern Ontario
 Citizens’ Network on Waste Management, Ontario
 Coalition to Save the Assiniboine River, Winnipeg

Concerned Residents of Winnipeg, Inc.
 Conservation Council of New Brunswick
 Council of Canadians
 Council of Senior Citizens
 Organizations of British Columbia
 Crooked Creek Conservancy
 Society of Athabasca
 Democracy Watch
 DES Action Canada
 Ecology Action Centre, Halifax
 Environmental Defence
 Environmental Health Association of Nova Scotia
 Environmental Law Centre, Edmonton
 Falls Brook Centre, New Brunswick
 Friends of the Oldman River
 Great Lakes United
 Greenpeace
 Lake Wabamun Enhancement and Protection Association, Alberta
 Learning Disabilities Association of Canada
 Medical Reform Group
 MiningWatch Canada
 National Council of Women of Canada

New Brunswick Partners in Agriculture
 Northwatch, Ontario
 POLIS Project on Ecological Governance
 Prairie Acid Rain Coalition
 Reach for Unbleached! Foundation, Whaletown, BC
 Resource Conservation Manitoba
 Saskatchewan Network for Alternatives to Pesticides (SNAP) Inc.
 Seniors on Guard for Medicare
 Sierra Club of Canada
 Sierra Legal Defence Fund
 Slovenian Sports Federation
 Environmental Group
 SOS Eau Water Sankwan, Moncton
 Spruce River Research, Prince Albert, SK
 Stop the Hogs Coalition, Archerwill, SK
 David Suzuki Foundation
 Quill Lakes' Watchgroup, SK
 Transboundary Watershed Alliance
 Under the Sleeping Buffalo Research
 Women and Health Protection
 Yukon Conservation Society

Les personnes

Dave Bennett, National Director of Health, Safety and Environment, Canadian Labour Congress and

Labour Representative, Reference Group on Regulating

Hon. Charles Caccia, P.C. (former MP, 1968-2004; former Minister of Environment and Minister of Labour, 1981-1984), Senior Fellow, Institute of the Environment, University of Ottawa

Brian Clavier, Spruce River Research, Prince Albert, SK

Duff Conacher, Coordinator, Democracy Watch
Dr. Meinhard Doelle, Associate Director, Marine and Environmental Law Institute, Dalhousie University

Patty Donovan, Chair, Campaign for Pesticide Reduction – New Brunswick

Beth Franklin, PhD, Part-Time Faculty, Faculty of Environmental Studies, York University

Elaine Hughes, Ty Bach Farm, Archerwill, SK

Joel Lexchin MD, Associate Professor, School of Health Policy and Management, York University

Hon. Clifford Lincoln (former MP, 1993-2004; former MNA and Québec Minister of the Environment, 1985-1989)

Becky Mason, Chelsea, QC

Members of the Manitoba Eco-Network Steering Committee

Dr. Moira McConnell, Director, Marine and Environmental Law Institute, Dalhousie University

John Newell, Pickering

Dr. David Schindler, Killam Memorial Professor of Ecology, University of Alberta

Harvey and Evelyn Scott, Greensmiths Farms, Alberta

Allan S. Taylor, Regina

Dr. David VanderZwaag, Canada Research Chair in Ocean Law & Governance, Marine & Environmental Law Institute, Dalhousie University